

Urbanisation de la ville et production d'un régime d'échanges

Urbanization of the City and Production of a System of Exchanges

Urbanización de la ciudad y producción de un régimen de intercambios

Jean REMY

Volume 4, numéro 1, mai 1972

Le phénomène urbain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001617ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001617ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

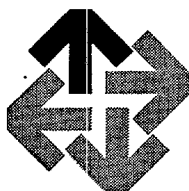
Citer cet article

REMY, J. (1972). Urbanisation de la ville et production d'un régime d'échanges. *Sociologie et sociétés*, 4(1), 101-120. <https://doi.org/10.7202/001617ar>

Résumé de l'article

L'urbanisation est analysée comme un processus à distinguer du couple ville-campagne, supposant deux réalités physiques sinon deux entités sociales différentes. Ce processus est associé à une transformation du régime d'échanges. Ce terme est pris, non dans un sens économique strict, mais plutôt à la manière dont Mauss en parlait dans son essai sur le don. Il s'agit de déterminer comment, dans le processus d'urbanisation, les rapports sociaux s'articulent à travers un rapport à l'espace. L'urbanisation est d'abord examinée comme un processus d'intensification et de diversification du régime des échanges : liens superficiels, espaces intermédiaires et indétermination des échanges, temps et espace propres à faible visibilité externe, multiplication des conflits sans désorganiser le système. À partir de là, on examine comment les facilités de communiquer ont une incidence sur les structures spatiales traditionnelles. Cela aboutit à une analyse de la liaison entre la structure urbaine et la structure sociale. À ce moment, on se demande comment une valorisation d'une conception de classe moyenne crée une ambiguïté dans la perception de la position sociale et a des effets de sens opposé d'après les groupes sociaux. Ainsi est remise en question une certaine image de l'homme urbain moyen auquel l'urbanisation profiterait, quoique avec des intensités variables, d'après le niveau du revenu, le niveau d'instruction et d'autres facteurs.

Urbanisation de la ville et production d'un régime d'échanges



JEAN RÉMY

NOUS ASSOCIERONS URBANISATION À PROCESSUS, car nous la considérons comme un changement auto-entretenu et orienté. Dans cette perspective, la structure spatiale appropriée à travers l'usage qui en est fait, nous apparaît comme un élément indispensable à prendre en considération. Néanmoins, cette structure spatiale ne peut jamais être prise isolément, mais dans son association avec d'autres facteurs dont l'effet conjoint engendre la dynamique du processus.

I. TRANSFORMATION DU RÉGIME D'ÉCHANGES

A. LE RÉGIME DES ÉCHANGES

1. *Multiplication des échanges liée à la superficialité des liens*

L'accroissement quantitatif des communications suppose la possibilité et même la valorisation d'échanges entre des personnes et des groupes n'ayant que des liens superficiels entre eux. Pour ce faire, les contacts ne doivent plus dépendre de critères complexes qui aboutissaient à les limiter à un milieu vis-à-vis de qui on avait une allégeance affective et polyfonctionnelle.

Combiné à d'autres facteurs, un espace tendant à isoler les milieux de vie les uns des autres, peut être un élément constitutif important de ce milieu d'échanges. Dans ce contexte, la population se retrouve dans son quartier, dans son milieu de travail, dans ses milieux de loisirs devant des combinaisons de personnes chaque fois différentes qui bien souvent d'ailleurs ne se structurent pas sous forme de groupes impliquant une adhésion de *membership*. Ils peuvent fonctionner sous forme de public, d'audience, de foule... D'autre part, si l'on se place du point de vue des pouvoirs organisateurs, dans la vie industrielle ou ailleurs, la dépersonnalisation des échanges permet de recruter le personnel selon des critères spécifiques liés à la productivité particulière de l'entreprise. De cette façon l'autonomie et la capacité sélective est accrue et il devient possible de rejeter les allégeances que l'on ne souhaite pas prendre en considération.

Cette forme d'échanges n'est possible et valorisée que si se généralise un calcul économique élémentaire comme condition minimale de mise en contact. Celui-ci implique une volonté de recevoir une compensation qui paraît équitable pour le service prêté, ce qui engendre une multiplication des solidarités partielles dans les échanges et une compensation à court terme des solidarités. Il y a donc un refus des cycles d'échanges longs, à travers des dons et des contre-dons où les solidarités ne se compensent qu'à long terme dans le cadre d'échanges de groupe à groupe, excluant le calcul au plan des individus qui entrent dans le cycle d'échanges. C'est le cas de l'hospitalité dans une société rurale, qui ne suppose pas nécessairement réciprocité à la personne qui l'a octroyée, et où d'ailleurs une compensation immédiate relevant du calcul serait injurieuse : ce serait l'indice que la personne concernée veut sortir d'un cycle d'échanges, basé sur l'absence de calculs individuels.

La généralisation du calcul est encore rendue plus indispensable par la multiplication des intermédiaires, ce qui est facilité par la grille spatiale permettant une dissociation entre les diverses activités.

Ainsi, au niveau de la *logique explicite* des acteurs, une solidarité compensée à court terme et individualisée par rapport à l'acteur qui l'a produite peut prendre corps. Tout ceci permet de multiplier les rapports explicites où il est fait état d'une situation de négociation.

Cette logique est d'autant plus prégnante que l'espace lui-même devient l'objet de calculs, c'est-à-dire objet de comparaison et de substitution. Ainsi le logement que l'on habite peut devenir substituable à un autre dans le cadre d'une combinatoire complexe d'espaces hiérarchisés. Ceci provoque le déclin d'une projection affective sur un espace et notamment sur un logement, base d'un enracinement et d'une non-mobilité. Ainsi, pour que ces échanges puissent s'accélérer, il est supposé que les espaces-temps concrets diminuent en poids et soient substitués à des espaces-temps abstraits, c'est-à-dire prenant sens à travers un calcul.

Tout ceci multiplie les contacts et les échanges de type instrumental au détriment des relations interpersonnelles ; mais préoccupé par la structure du régime d'échanges ainsi que par les facteurs qui en assurent sa généralisation et sa stabilité, nous ne considérons pas ici les conséquences que ce type de rapport social peut avoir sur les projections affectives de la personne et sur ses formes d'isolement.

2. *Les espaces intermédiaires et l'indétermination des échanges*

Les espaces intermédiaires sont ceux qui se développent entre les espaces professionnels, régis par des règles organisationnelles strictes, et les espaces familiaux, régis par des allégeances affectives supposant des échanges au-delà du calcul. Ces espaces intermédiaires peuvent être constitués par les réseaux de cafés dans lesquels se développaient, au siècle dernier, les mouvements ouvriers parisiens : lieu de rencontres multiples, lieu de lecture, carrefour d'informations, le café devenait souvent une des bases informelles de l'organisation du marché du travail... Ces tiers espaces-temps pouvaient être dotés d'un poids très fort par rapport à l'usine et à la famille.

La même problématique peut valoir pour certains milieux de jeunes qui peuvent s'efforcer de constituer une multiplicité d'espaces-temps intermédiaires entre la famille et l'école. Et l'on pourrait reprendre l'analyse à partir des clubs dans lesquels s'évalent et s'épanouissent les milieux d'affaires.

L'urbanisation va permettre et stimuler ce type d'échanges, ce qui explique l'importance dans les combinatoires spatiales d'espaces intermédiaires entre les espaces strictement privés, dont l'accès est maîtrisé par la personne, et les espaces strictement publics où n'importe qui peut participer. La gamme de ces espaces intermédiaires, la souplesse de leur redéfinition peuvent constituer un des points clés diversifiant et intensifiant le régime des échanges des milieux urbains.

L'intérêt de ces échanges provient de l'indétermination qu'ils créent à l'intérieur de certaines zones de communication qui, parce que partiellement privées, restent closes pour les éléments externes. Il y a donc une combinaison de sélection et d'indétermination. Cela permet des rencontres aléatoires entre des personnes ayant une confiance réciproque suffisante ; car parce que semi-privées, on est sûr que l'on n'y rencontrera pas n'importe qui.

Par là se créent certaines conditions accroissant la production de connaissances et des innovations culturelles. Celles-ci demandent non seulement une fréquence de communication et une multiplication des points de sélection, mais aussi une accélération de l'échange résultant d'une plus grande visibilité sociale. Lorsqu'on ne sait pas qui est porteur de l'information et quelle information est décisive, la constitution des lieux d'échanges de type informel devient un élément très central pour assurer la productivité du système. Mais les transformations que subissent les villes, ces derniers temps, ne détériorent-elles pas cette diversité en favorisant surtout les communications formelles, c'est-à-dire celles où on entre en contact avec une intention préalable par rapport à un groupe ou une personne dont on sait ce qu'on peut en attendre ? Dans quelle mesure l'urbanisation provoque-t-elle un développement parallèle des communications informelles et formelles en vue de stimuler des milieux d'échanges à haute densité ?

Le poids de ces espaces intermédiaires doit par ailleurs s'apprécier par rapport à ce qui a été dit dans la dissociation des milieux de vie. Ils s'imposent à la fois dans la distinction et dans la liaison avec les autres milieux de vie. L'urbanisation donne ainsi une forme particulière des systèmes complexes avec de larges zones d'indétermination qui ne sont pas désorganisantes pour le système mais qui, au contraire, sont condition de sa productivité et de sa capacité à intégrer des innovations très larges.

3. *Temps et espaces propres à certains groupes avec faible visibilité externe*

Par ailleurs, des pouvoirs organisateurs spécifiques peuvent s'autonomiser dans des espaces-temps dont ils maîtrisent les composantes. Ainsi, vont se distinguer des espaces monofonctionnels relativement indivisibles : écoles, hôpitaux... Cette capacité — combinée d'ailleurs avec la diversification des techniques — permet d'accentuer l'autonomisation des diverses sphères d'activités. Ainsi se multiplient les lieux à partir desquels se font la sélection et l'échange, chacun disposant de critères spécifiques. Ceci peut transparaître à travers la constitution dans les espaces urbains de divers milieux professionnels relativement étanches les uns aux autres. Par diverses formes d'occlusion, ces milieux arrivent à se constituer des rentes de rareté. À cet égard, il serait intéressant d'analyser, par exemple, comment le monde médical peut ainsi s'instaurer à travers des techniques relativement peu accessibles, mais à travers des espaces et des temps propres ; le milieu se donne ainsi des formes de visibilité externe tout en restant relativement impénétrable. La visibilité s'accompagne d'une non-lisibilité ou d'une non-signifiante culturelle pour celui qui pouvait contrôler. Ainsi, l'intensification des communications et cette division technique du travail sont deux éléments qui s'entraînent mutuellement et qui sont supportés l'un et l'autre par un type de combinatoire spatiale. Lorsque l'on examine ce problème, il faut constamment se demander si la capacité et la volonté de s'autonomiser de la sorte est également répartie dans tous les groupes sociaux...

4. *Multipliation des conflits sans désorganisation du système*

L'autonomisation dans des espaces-temps propres, combinée avec l'indétermination dont nous avons parlé, multiplie les rapports conflictuels mais ceux-ci à bien des égards peuvent s'exprimer sans désorganiser l'ensemble. Au contraire, ces conflits peuvent être réintégrés comme condition de productivité et d'innovation relativement large. Ceci est important à analyser surtout si l'on se préoccupe d'examiner si la ville urbanisée est un lieu où certaines contradictions sociales sont exacerbées. Les éléments suivants sont une mise en garde contre le risque de lire n'importe quelles oppositions en termes de contradictions. Au lieu d'être une opposition entre dominants, dominés, elles peuvent se présenter comme un mécanisme créateur accroissant la productivité du système. L'urbanisation développe une capacité de profiter et de susciter des innovations de croissance, c'est-à-dire des innovations qui vont dans la logique du système en excluant ou en neutralisant les innovations de mutation, c'est-à-dire celles qui pourraient en transformer la logique.

Ce processus d'urbanisation facilite et même suscite conflits et innovations sans qu'il n'ait une capacité désorganisante à condition que soit préservé un comportement économique minimal où le travail et le calcul relatif à ce travail soient une valeur centrale.

Un certain nombre d'innovations ayant un objectif de contestation sont ainsi neutralisées à travers l'usage obligé d'une grille dichotomique de lecture de la vie sociale où le privé s'oppose au public. Ainsi, les espaces-temps privés et publics s'opposent et se neutralisent réciproquement. C'est à travers de tels

processus que l'adhésion explicite à des égards est rejetée dans le domaine du privé et que les oppositions ouvertes entre idéologies sont valorisées comme symbole de libertés fondamentales. Cette situation à cet égard, est à opposer à celle des sociétés fonctionnant sur la cohésion politico-idéologique explicite comme c'est le cas dans un certain nombre de démocraties populaires dans les pays de l'Est de l'Europe. Un désaccord sur ces idéologies politiques explicites apparaît normalement comme un risque et une diminution de la mobilisation. Dans ce contexte, tout ce qui peut constituer des canaux parallèles d'information, ayant faible visibilité sociale et non contrôlés par le pouvoir, est un risque. D'où, pour le pouvoir politique, la volonté de rétablir des formes de contrôle à partir de la résidence. Dans une telle conjoncture politique, un certain nombre des éléments de la grille urbaine associés au type d'échanges que nous avons évoqué sont neutralisés ou apparaissent comme disfonctionnels. Le problème se pose de façon inverse dans un système où la reproduction de l'ordre social n'implique pas cette cohérence idéologique explicite. On peut alors valoriser le pluralisme idéologique et même un certain nombre de contestations culturelles comme indice de supériorité d'un monde libre. La réaction deviendrait totalement différente lorsque des groupes résidant en ville développeraient une attitude de non-respect par rapport aux outils collectifs urbains, outils qui sont relativement fragiles. Ainsi, les groupes sociaux privés de pouvoir de négociation à travers l'entreprise, parce que sans emploi stable, peuvent acquérir du pouvoir lorsque leur non-respect vis-à-vis de l'outil urbain crée une très grande insécurité collective.

La ville urbanisée peut être ainsi analysée comme une unité spécifique de production et de reproduction d'un modèle social intégrant l'innovation et le conflit dans un processus accumulatif, tout en limitant la portée destructrice pour la stabilité du système. Tout ce contexte force à des interdépendances et à des échanges malgré les oppositions vécues. Un large consensus n'est plus la condition de base de l'échange ni même de la collaboration.

B. FACILITÉ DE COMMUNIQUER ET STRUCTURE SPATIALE

Cette intensification et cette diversification du régime des échanges sont rendues possibles certes par des innovations technologiques, mais elles n'en sont que la condition. Elles ne résultent pas non plus à la manière d'un effet mécanique du rassemblement d'un grand nombre de personnes dans des espaces limités.

1. *Accroissement des facilités de communiquer et développement parallèle des grandes agglomérations*

Les facilités de communiquer permettraient un retour de la dispersion de la vie sociale dans les centres de petites dimensions. Cette tendance aurait pu paraître d'autant plus logique que les grands regroupements du siècle dernier avaient été imposés par des problèmes de localisation de la matière première et par le caractère pondéreux de l'énergie. Pourtant le processus inverse est réalisé. L'agglomération de grande dimension s'est imposée comme constitutive d'avantages engendrés collectivement et dont on ne peut bénéficier en dehors. Ces

avantages ainsi engendrés collectivement ne dépendent pas seulement de la diversité des équipements qui sont rentables à l'intérieur, mais de la production d'un régime d'échanges qui devient d'autant plus prégnant qu'il s'exprime à travers tous les aspects de la vie quotidienne. Nous avons évoqué à ce propos l'isolement des milieux de vie, les possibilités d'autonomisation dans les espaces et les temps propres, la multiplication des espaces intermédiaires entre les espaces privés et les espaces publics, l'accentuation de la visibilité sociale dans certains cas et la diminution dans d'autres cas... Tout cela constitue une indivisibilité spatiale, c'est-à-dire un contexte engendré collectivement et qui reste d'une certaine manière propriété collective. À partir de là, s'impose une logique dominante, propriété indivise même si elle a des effets dissymétriques sur divers groupes sociaux.

2. Facilité de communiquer et perte du monopole de la densité physique

Dans cette combinaison de l'espace, la densité physique de l'habitat n'a plus le même monopole pour provoquer une densité sociale de communication. Ce fut le cas jadis lorsque les déplacements étaient essentiellement « piétonniers » et lorsque les informations se transmettaient de bouche à oreille. Dans le contexte actuel, la densité physique est un élément qui garde du poids pour réaliser certains types de communications et d'échanges, mais elle doit se combiner avec d'autres modalités de structure spatiale qui notamment peuvent intégrer les espaces de dimensions relativement grandes et à utilisation monofonctionnelle. Le même processus qui favorise les agglomérations de grande dimension favorise par ailleurs le développement des périphéries, c'est-à-dire une extension relativement forte des espaces à l'intérieur desquels se structure la vie de cette agglomération.

3. Réseaux urbains et perte des monopoles spatiaux régionaux

Les échanges ne sont pas seulement des échanges à l'intérieur de l'agglomération ou de la région. Le problème de la structuration des réseaux urbains peut être un élément très important pour analyser l'urbanisation comme facteur de production dans le cadre d'un régime d'échanges. Encore faut-il abandonner la notion de localités-centres disposant chacune d'un monopole spatial et hiérarchisées entre elles. Le réseau urbain peut être un élément clé de la dynamique culturelle, économique et sociale actuelle à condition que s'y développe un réseau de relations autant complémentaires que hiérarchiques. On pourrait à cet égard s'interroger dans le cadre du Canada sur la différence entre le Québec et l'Ontario : le réseau urbain de l'Ontario dispose davantage de villes de dimension intermédiaire par rapport à deux métropoles, tandis que le Québec, en dehors de Montréal et de la ville de Québec, n'a pas le même support de réseau urbain. Ceci peut contribuer à handicaper Montréal dans sa capacité de soutenir et de diffuser un développement. On pourrait tenir le même raisonnement en Belgique, par exemple, dans le cadre de l'évolution différentielle du réseau urbain flamand et du réseau urbain wallon.

Ainsi à travers ces évolutions des structures spatiales, on peut voir que des nécessités sociales intègrent des nécessités techniques et les promeuvent.

C. SIGNIFICATION DE LA STRUCTURE SPATIALE

L'urbanisation nous est apparue comme un processus modifiant le régime des échanges à travers une transformation de l'usage de l'espace. Par là, indirectement notre propos était de réagir contre une tendance qui mettrait l'urbanisation du point de vue socio-culturel et l'industrialisation du point de vue socio-économique, la société moderne se comprenant par la combinaison des deux. Nous pensons certes qu'il s'agit de deux processus complémentaires et entremêlés, mais l'urbanisation permet de généraliser et de donner sa dimension de familiarité à un régime d'échanges qui est à la base de la société actuelle et qui prend probablement une dimension particulière lorsque celle-ci est de type capitaliste. En structurant pour sa part des relations entre les agents sociaux, la ville urbanisée détermine des rapports et des capacités de production, qui soulignent l'importance d'y intégrer des effets de structure sociale.

La combinaison spatiale n'a certes pas un effet mécanique en elle-même, mais un effet conjoint se combinant avec l'impact d'autres structures sociales et culturelles. Néanmoins, dans la mesure où elle devient la base d'un usage social et d'une pratique de vie quotidienne, elle permet un passage de l'abstrait au concret. Elle stabilise dans leur interrelation une combinatoire de diverses activités et contribue, en donnant des poids culturels différents à chacune, à composer et imposer une image de leur hiérarchie.

Le rapport à l'espace est un rapport objectif, c'est-à-dire un rapport que le sujet entretient sur un mode pré-réflexif. Son effet sur les conduites et les attitudes ne passe pas par la médiation de l'acte volontaire. Il importerait de se demander comment se situe, pour différents groupes sociaux, l'expérience de la ville par rapport à l'expérience de l'entreprise. L'une et l'autre sont-elles en continuité ou en rupture ? La ville urbanisée est le support d'une pratique qui fait entrer certains réflexes dans le quotidien. Par là, l'urbanisation élabore le sens de l'industrialisation et accroît d'une certaine façon la force reproductive et coercitive du système social et culturel dans lequel celui-ci est impliqué (cf. à ce propos H. Lefebvre, *le Droit à la ville*, p. 92).

Le rapport à l'espace concrétisant un processus d'urbanisation n'est pas une simple relation de cause à effet. C'est aussi le passage de l'abstrait au concret, l'expression, la manifestation de la vie quotidienne. La ville urbanisée est une médiation concrète entre la société abstraite et l'individu isolé. Et cette médiation ne passe pas seulement par des modèles interactionnels possibles et pratiqués, mais aussi par une lecture symbolique. Elle est d'autant plus prégnante que la ville, au fond, présente constamment les produits comme semi-finis, le parachèvement étant le fait des acteurs eux-mêmes. Ceux-ci sont à la fois spectateurs et utilisateurs, acteurs et producteurs. Notons que dans ce contexte urbain, il faut être constamment en garde contre l'illusion que les acteurs principaux sont les individus. Il s'agit là d'une lecture culturelle que la ville tend volontiers à instaurer et sur laquelle nous devons revenir.

II. STRUCTURE URBAINE ET STRUCTURE SOCIALE

Une structure spatiale déterminée impliquée dans le processus d'urbanisation a des effets dissymétriques et asymétriques qui sont constitutifs d'un rapport de pouvoir. Ceci est d'autant plus net que ce régime d'échanges est intégré comme un élément constitutif des forces productives et des rapports de production. Nous voudrions d'abord examiner comment se constitue une image de classe moyenne qui développe des réactions typiques, ensuite nous montrerons comment il faut dépasser cette image qui voile les oppositions et les différences. Enfin, nous essayerons de dégager comment le problème se pose de façon plus fondamentale au niveau des forces productives.

A. VALORISATION D'UNE CONCEPTION DE CLASSE MOYENNE

Nous parlons de *middle class*, terme anglo-saxon valorisé dans les populations nord-américaines, à l'opposé du « petit bourgeois » qui est dévalorisé dans les milieux européens français et surtout dans les milieux intellectuels. Et nous voudrions montrer comment le processus d'urbanisation de la ville permet la formation accélérée d'une réaction de *middle class* et prend donc une signification d'après l'importance quantitative des strates moyennes dans les chaînes de rémunération et surtout d'après la rapidité d'extension de ces strates.

Le régime d'échanges dont nous avons parlé permet d'exalter le projet individuel comme base de l'accomplissement social et de l'exalter de façon privilégiée dans le cadre de la vie extra-professionnelle où la consommation se présente comme une gamme diversifiée de possibilités auxquelles l'individu peut accéder.

1. *Instauration sociale de l'individu*

En analysant le régime d'échanges, nous avons signalé la valorisation d'une logique du calcul à travers des compensations à court terme. Au fond, à partir de là chacun est suscité à ne jamais se trouver dans des dettes imprescriptibles vis-à-vis d'autrui. Le processus d'urbanisation, associé à un mode d'appropriation de l'espace, contribue à donner libre cours à l'affirmation de l'autonomie. Le problème apparaît bien dans la valorisation du projet individuel où chacun est suscité à optimiser sa position à travers des séquences de temps qui vont impliquer vraisemblablement des trajectoires dans l'espace. Ceci peut valoir au plan résidentiel comme au plan des lieux de loisirs, et même, à la limite, pour la recherche du type de travail préféré. Pour ce faire, l'individu doit avoir une autonomie maximale de mouvements : être capable de substituer des espaces à d'autres dans une trajectoire hiérarchisée. Ceci suppose que la perception d'ensemble de ces espaces s'organise autour de structures hiérarchisées. Cette trajectoire dans le temps-espace est à distinguer d'une mobilité dans l'espace à un moment donné du temps. Néanmoins, ce dernier aspect, qui permet à un individu de relever d'une pluralité de milieux non intégrés au plan de leur composition spatiale, est une condition pour réaliser cette substitution d'espace dans le cadre de la trajectoire. À travers de tels processus, se fait une instauration sociale de l'individu, c'est-à-dire que se créent des conditions de possibilité pour inculquer et

diffuser une image où l'individu et ses « besoins » sont le centre des préoccupations. Notre analyse se passe sur le plan de la perception culturelle et de son incidence sur la mobilisation des personnes.

L'instauration sociale de l'individu trouve encore un fondement complémentaire dans la mesure où un grand nombre de personnes sont capables de dissocier leur groupe de référence de leur groupe d'appartenance. C'est même un des problèmes centraux d'une réaction des classes moyennes dans les domaines de la culture au sens de l'homme cultivé. Cette capacité de dissocier se rencontre par exemple dans des milieux ouvriers qui se trouvent à l'aise au centre urbain dans la mesure où là-bas ils se retrouvent dans des espaces en ayant le sentiment de ne pas être repérés socialement. Notons à ce propos que d'autres milieux socio-professionnels vont utiliser ce centre de façon tout à fait opposée. L'instauration sociale de l'individu à travers les modalités concrètes rendant possible le projet individuel peut s'appuyer également sur la valorisation des espaces privés, c'est-à-dire des espaces dont l'individu a la maîtrise sans qu'ils ne soient toujours des espaces d'isolement social.

L'élément suivant vient encore élargir la base objective dans laquelle peut s'enraciner la perception culturelle dont il vient d'être question.

*2. Du point de vue des réseaux interactionnels :
passage d'un régime simple à un régime complexe distance-proximité*

Nous allons développer le problème au plan des relations interpersonnelles, mais il vaut également au plan des interdépendances de groupe à groupe. Dans un régime simple de distance-proximité, la personne vit dans un monde connu de petites dimensions qui peut être maîtrisé à travers la qualité des relations interpersonnelles. Mais, il y a là un monde clos où l'espace est un élément décisif de fermeture. En dehors de ce monde, on n'a que des relations superficielles. Ainsi, peut-on imaginer la vie du village traditionnel comme un lieu de connaissance réciproque interne, l'extérieur étant vu comme un monde étranger avec qui on n'entretient que des échanges occasionnels et souvent empreints de méfiance, alors qu'on entrait volontiers en relation d'échanges avec des personnes vis-à-vis de qui on était impliqué dans un réseau d'allégeances multiples et de solidarité à long terme.

Le régime distance-proximité complexe suppose, au contraire, que la personne entretient avec autrui des relations d'intensité et d'orientation variables, et qu'entre autres, elle se retrouve à l'aise dans différents espaces. Cette différence peut se comprendre, par exemple à travers deux régimes de relations masculin-féminin. Dans un premier régime, ces relations sont très intenses à l'intérieur de la famille et de la maison, tandis qu'à l'extérieur des espaces et des cheminements propres empêchent l'entremêlement des hommes et des femmes. Dans un régime complexe d'échanges, les hommes et les femmes se retrouvent non seulement dans des espaces privés, mais dans des espaces publics multiples, ce qui pose, par exemple, le problème des amitiés masculin-féminin en dehors de la vie familiale.

Ce régime complexe peut se retrouver dans bien des domaines. Ce peut être, par exemple, le problème de la relation entre jeunes et adultes. Certains jeunes peuvent entrer en contact avec des adultes qui sont toujours en situation de

responsabilité à leur égard, et sont, par ailleurs, fortement sélectionnés par les parents. Au contraire, d'autres jeunes peuvent être constamment, à travers la rue et divers milieux informels de rencontre, en contact avec des adultes qui n'ont pas de responsabilité explicite à leur égard. Il en va de même des réseaux liés aux milieux socioprofessionnels où l'on peut passer, par exemple, dans le monde ouvrier, d'une allégeance inconditionnelle à un leader syndical à des formes de solidarité partielle et multiple.

Ainsi, du point de vue de ce régime complexe, le poids des relations intermédiaires entre les relations strictement interpersonnelles profondes et des relations strictement superficielles, forme une gamme importante dans l'insertion sociale de la personne et dans sa capacité de se mouvoir socialement et de s'imposer à travers un projet.

B. LA CLASSE MOYENNE COMME PERCEPTION SOCIALE : AMBIGUÏTÉ DANS L'ANALYSE DE LA POSITION SOCIALE

Les processus que nous venons d'analyser tendent à généraliser des réactions et des perceptions de classe moyenne. Ils sont un élément contribuant à stabiliser sur le plan des stratégies politiques une image-guide de l'homme urbain moyen, sujet de « besoins » à partir de quoi une politique démocratique peut essayer d'égaliser les possibilités d'accès.

Certes, cette image de classe moyenne liée à l'urbanisation prend des significations sociales différentes d'après l'ampleur des strates intermédiaires de revenus ainsi que d'après leur évolution rapide dans le temps. Mais, à partir de là l'analyse se prolonge en la logique même du problème culturel. Ici, nous voudrions montrer que cette image de classe moyenne est une représentation idéologique, en ce sens qu'elle est un voilement de divers phénomènes constitutifs d'inégalités de position. D'où la grande ambiguïté de cette image de classe moyenne.

1. *Classe moyenne et hétéronomie par rapport à la culture*

Les groupes sociaux affectés par une réaction de classe moyenne perçoivent leur avenir du point de vue professionnel et du point de vue économique avec un certain optimisme alors qu'ils se trouvent dans une très grande insécurité culturelle. À cet égard, il y a une différence entre la réaction de la classe ouvrière traditionnelle qui vivait dans l'appréhension d'une très grande insécurité d'emploi, tout en étant dotée d'une fierté et d'une sécurité culturelles à travers une sous-culture propre à laquelle elle était fidèle. La classe moyenne se définit comme hétéronome sur le plan culturel, même lorsqu'elle est quantitativement la classe prépondérante à laquelle la plupart de la population se réfère. En effet, elle se définit par une double négation sur le plan culturel. Elle s'oppose à ce qu'elle n'est et se définit donc par un milieu repoussoir. Mais elle s'oppose également à ce qu'elle n'est pas encore. Elle se réfère à des formes du bon goût. De ce fait, elle ne maîtrise pas la production des comportements culturels prestigieux auxquels elle veut néanmoins essayer de s'identifier. Cette absence de sécurité culturelle en fait un groupe consommateur par excellence, c'est-à-dire non capable de produire ses modèles. Cette exclusion par rapport à la production culturelle, combinée avec l'instauration de l'individu et du projet individuel, en fait un groupe attendant ses orientations

de l'extérieur et donc facilement manipulable. N'est-ce pas ce groupe qui par excellence est conforme dans le changement en étant, comme disait Riesmann : *other-directed*? Cette hétéronomie permet d'inverser le sens des espaces-temps extra-professionnels qui sur le plan de la perception spontanée sont dominés par le sentiment d'être dans un champ où la créativité individuelle peut se déployer.

2. *Effet dissymétrique de la structure urbaine*

Les structures urbaines multiplient les indéterminations qui n'ont pas d'effets désorganisant sur la structure d'ensemble d'où découle la possibilité d'élaborer des stratégies qui vont être à l'origine d'effets d'inégalité. Ainsi, tout groupe social qui est capable de stratégie va se retrouver renforcé, tandis que les autres vont valoriser des formes d'isolement. Les positions sociales supérieures peuvent se constituer à travers la structure urbaine un milieu de routine et de solidarité interne tout en diluant leur solidarité externe. De ce fait, elles accroissent leur capacité sélective dans leurs allégeances externes. Il en va tout autrement, lorsque à travers le même processus, un groupe se dilue comme milieu et s'affirme comme somme d'individus. Cette transformation fait perdre à ce groupe toute possibilité de stratégie collective.

Une autre différence peut apparaître selon que l'on accède ou non à une sécurité d'emploi procurant un revenu permettant d'être doté d'un pouvoir de choix. Pour les premiers, la ville est un lieu de choix et de sélection, à condition que les règles du jeu social soient respectées. C'est la manière normale de poser le problème en termes de classe moyenne. Celle-ci valorise le respect des règles du jeu social à partir duquel elle espère optimiser sa position individuelle. Pour ceux qui n'accèdent pas à ces sécurités, la réalité urbaine est vécue de façon opposée. Ceux-ci vont vivre leur vie urbaine à la manière d'un jeu de hasard, tout leur paraissant dominé par la chance et la malchance, et la ville étant pour eux un lieu de non-choix. On peut trouver ainsi les milieux prolétaires à la recherche de travail et se repliant dans les bidonvilles mus par une solidarité négative. On peut retrouver la même attitude dans un milieu populaire qui, tout en ayant une certaine sécurité d'emploi, se trouve dans une situation de non-choix par rapport au logement et à d'autres équipements collectifs étant donné la situation de rareté. Il n'est pas dans les usagers prioritaires.

Ces effets dissymétriques liés à la capacité de stratégie peuvent se réinterpréter à travers des situations où la création d'équipements et l'occupation d'espaces urbains sont régies par les lois du marché. Certains acteurs entrent dans le marché en position oligopolistique avec une capacité de stratégie à impact collectif, tandis que la masse de la population y entre dans une position atomistique, c'est-à-dire privée de cette même possibilité. Ce qui a son origine dans les stratégies spontanées des groupes n'est pas nécessairement neutralisé par une intervention du pouvoir politique. Ainsi le même effet peut se retrouver lorsque le pouvoir politique veut orienter certaines localisations et combinaisons spatiales à partir d'un plan d'aménagement, par exemple. On se retrouve devant le même problème : certains groupes, face au plan d'aménagement, avant son élaboration et après, sont dans un rapport de négociation. Le plan, dans ce cas, leur permet, d'une part, d'accroître leur prévision et, d'autre part, d'essayer d'infléchir les décisions collectives dans le sens qui leur paraît souhaitable. D'autres groupes

sociaux, au contraire, sont par rapport au plan d'aménagement dans une relation d'imposition.

Dans la mesure où le pouvoir politique intervient pour remplacer les sélections et les orientations du marché, il faut encore se demander en fonction de quelle image-guide s'organise la rationalité de cette stratégie consciente du politique. Le même problème de rationalité des stratégies conscientes se poserait d'ailleurs pour les agents collectifs privés. Il convient de s'interroger sur l'orientation normative prédominante de l'acteur en distinguant leur déclaration d'intentions des logiques qui régissent leurs décisions. Par exemple, ils peuvent s'inscrire dans une logique de croissance économique productiviste combinée avec une logique du bien-être essayant de répartir les effets de croissance de façon aussi égalitaire que possible sur la population. Au contraire, dans certaines organisations étatiques, on peut privilégier la mise au point de solutions techniques audacieuses, même si elles sont coûteuses et non rentables dans l'immédiat. Souvent, d'ailleurs, elles seront alors proposées comme socialement progressistes. Au contraire, on peut favoriser une logique de participation à la prise de décision en se défiant souvent dans ce cas de tout changement d'échelle dans la vie sociale et du passage d'un régime simple à un régime complexe d'échanges, la combinaison des deux transformations rendant la participation de la base plus difficile. Ainsi, on peut découvrir une pluralité de logiques qui sont relativement incompatibles. On pourrait se demander, à travers une politique de l'État, qui impose et comment s'impose une logique déterminée. Une des manières de répondre à cette question consiste à détecter à quel type de disfonction, de contradiction ou de désordre l'État réagit par priorité en essayant de les régulariser.

Il conviendrait de distinguer comment se comportent les aménageurs des milieux techniques, comment se comportent les milieux étatiques, et comment se comportent les agents privés. À partir d'une telle analyse, on pourrait mieux se rendre compte que les structures urbaines sont susceptibles d'une pluralité d'usage et servent des intérêts prioritaires. On peut se demander si à travers l'expérience de la ville, certains groupes sociaux sont dans un rapport d'imposition et de négociation qui leur est plus favorable qu'à l'intérieur de leur pratique sociale dans l'entreprise, par exemple. Pour certains, le rapport de négociation leur est moins favorable, la non-homologie indiquant la spécificité des effets de structure sociale engendrés par les milieux urbains. Ceux-ci ne doublent pas nécessairement ce qui découle de la logique de la vie économique au sens strict du terme.

C. AMBIGUÏTÉ DU PROCESSUS D'URBANISATION

Ce processus est ambigu dans la mesure où, d'une part, il est un processus d'accroissement des forces collectives, tandis que d'autre part, il est également la base d'effets dissymétriques. Ainsi, l'un peut être légitimé en voilant l'autre, et même on peut vouloir l'un sans être capable de rejeter l'autre.

1. *Forces productives socialisées et appropriation individuelle*

Le type de rapports de production instauré par l'urbanisation peut prendre du poids à certains moments du développement économique, où la production de

connaissances devient l'élément clé du devenir social. À ce moment, il y a une accentuation sinon une nouvelle forme de socialisation des forces productives. Ceci aboutit à une contradiction renforcée entre les conditions collectives de production et l'appropriation individuelle qui est valorisée tant du point de vue de l'entrepreneur au sens économique du terme que du point de vue de la population. À cet égard, l'importance que prend la notion d'économie externe pour raisonner en termes économiques est révélatrice. Les économies externes sont des avantages ou des désavantages que les producteurs s'échangent sans passer par des liens de marché. La clientèle d'un café peut ainsi fluctuer très fort d'après les localisations connexes sans qu'il n'y ait liaison directe à travers un marché. Dans une certaine mesure ces économies externes, qui étaient considérées comme un élément sans importance pour l'agencement des relations économiques, peuvent apparaître en milieu urbain comme un élément central à gérer : les avantages des agglomérations sont au-delà de la relation marchande mais permettent de constituer des zones d'interdépendance à partir desquelles la relation prend plus d'intensité. L'importance des économies externes et de leur forme complexe dans les économies d'agglomération pose le problème de la propriété individuelle de cet espace urbain. En effet, un certain nombre d'avantages sont produits collectivement et sont appropriés par certains qui, peut-être, n'ont pas contribué même indirectement à la production. Ainsi, la constitution de la rente foncière et immobilière peut permettre une analyse privilégiée de cette contradiction entre les conditions collectives de production et les formes d'appropriation individuelle. Les propriétés urbaines et les investissements immobiliers peuvent d'ailleurs être devenus dans le contexte actuel un des lieux privilégiés de formation de gros profits. Ceci est d'autant plus fort que grandit le poids des économies d'agglomération et les investissements de type public nécessaires à les engendrer.

2. Situations divergentes des pouvoirs politiques et des pouvoirs économiques

Par ailleurs, le régime d'échanges dont nous avons parlé pourrait profiter à plein aux pouvoirs économiques alors qu'il serait d'une certaine manière un handicap pour le pouvoir politique. Ceci pourrait résulter du fait que le régime d'échanges des milieux urbains permet une vie sociale intense avec une vie collective faible. D'où, entre les pouvoirs politiques et leurs mandants, une grande difficulté d'échanges de communication active. Par ailleurs, une vie sociale intense et la multiplication des milieux d'échanges pourraient profiter de façon explicite à certains milieux d'affaires et rendre de la même façon plus complexe le problème de la participation politique. Ceci exprime une contradiction d'exigence entre une logique de croissance, avec éventuellement redistribution égalitaire, qui implique le passage à des régimes complexes, un changement d'échelle, et une logique de participation avec mobilisation de la population qui implique souvent des options opposées. Ainsi peut se développer une dualité de structure urbaine avec coexistence dans l'espace de deux distributions différentes, une pour le groupe majoritaire et l'autre pour le groupe minoritaire.

Par ailleurs, la capacité des contacts internationaux de certaines grandes firmes, le fait qu'elles aménagent les métropoles comme échangeurs d'informations

leur permettant des avantages de survol, ont comme conséquence que le pouvoir politique peut être moins bien informé que le pouvoir économique. Il se peut même que ce pouvoir économique ait une vue compréhensive que le pouvoir politique n'a pas de l'avenir urbain dans lequel il doit s'insérer et dont dépendent d'une certaine manière la survie et le développement.

À ceci s'ajoute encore le fait que la ville n'a pas une structure de pouvoir explicite et formel qui peut commander son orientation à la manière de celle qui régit une entreprise. La production d'espace urbain est le résultat de négociations implicites et explicites et en tout cas très complexes entre les différents acteurs dont la collaboration doit être assurée.

Une autre contradiction peut surgir. Les investisseurs « privés » voyant dans les facteurs urbains un élément important de leur survie peuvent se mettre à faire des recherches et des investissements de perspective urbaine par exemple dans le domaine du commerce. Ceci peut aboutir à une structure dualiste des équipements commerciaux avec une qualité de répartition dans l'espace, un commerce très efficace et moins coûteux, mais réservé à l'usage de la masse de la population disposant d'une voiture — des commerces agencés de façon plus traditionnelle pour le reste de la population, dont les prix sont plus élevés.

D. RAPPORT DE POUVOIR ET CONSTITUTION DES ESPACES CENTRAUX

Un des problèmes des centres-villes notamment dans les métropoles est la demande pour les espaces de bureaux, impliquant un remodelage qui contribue à expulser une partie des résidents actuels sans que ceux-ci l'aient en rien souhaité. Ceci se fait d'autant plus volontiers dans des zones centrales qu'elles se trouvent être des zones à faible loyer. Il en va de même dans le contexte de certaines grandes villes européennes, comme Paris où se développent au centre de la ville des logements à l'usage des strates moyennes et supérieures de la population. Il en résulte une expulsion sous des modalités diverses des populations qui jusqu'alors étaient implantées dans ces espaces et qui ne souhaitaient en rien déménager. Dans la logique de raisonnement économique, certains mettront d'ailleurs en avant combien un quartier populaire situé ainsi en plein centre-ville est une sorte de gâchis, dans la mesure où cette population vit repliée sur le quartier, n'utilise ni les ambiances, ni les grands équipements urbains qui sont à proximité. De telles réactions ont été entendues en Belgique à propos du quartier des Maroles à Bruxelles, situé à proximité des grands équipements urbains de la Place de Brouckère et de la Porte de Namur et à l'emplacement duquel l'État voulait faire un certain nombre d'expropriations pour installer des bâtiments administratifs. Dans ce cas, la réaction de la population du quartier ainsi que la sympathie que suscite ce quartier dans le cadre d'un certain folklore urbain, typique des cités européennes, a fait reculer la décision collective. Mais dans d'autres cas, les problèmes se posent tout autrement, et conduisent à l'expulsion lente de ces populations vivant dans l'incertitude du lendemain.

Ces populations sont d'autant plus défavorisées que même si elles recevaient un paiement adéquat pour leur logement — ce qui n'est d'ailleurs pas souvent le cas, puisqu'il s'agit de locataires — elles subiraient encore un dommage

important dans la mesure où en quittant leur logement elles ne perdraient pas seulement un abri mais un milieu. Toutes ces populations qui ne sont pas capables de substituer un espace à un autre du point de vue du logement sont ainsi handicapées par des transformations de l'espace urbain. Les mêmes expropriations portant sur un habitat bourgeois n'auraient pas nécessairement les mêmes conséquences, ce milieu socioprofessionnel ayant davantage des relations sociales qui peuvent rester elles-mêmes alors que le logement a changé de place. L'effet d'inégalité peut se retrouver à travers une politique inverse d'aménagement du territoire qui viserait à équiper correctement certains de ces quartiers populaires au centre-ville. Ces équipements accéléreraient le déménagement de ces populations. On est pris dans une logique structurelle qui passe au-dessus de la logique intentionnelle du pouvoir politique. Ce n'est qu'en changeant cette logique structurelle que l'on peut transformer cette situation.

À partir de là, on peut s'interroger sur le rapport de pouvoir sur les groupes qui ont la capacité d'imposer leur priorité. Les différences peuvent s'exprimer à l'intérieur de rapports complémentaires ou de rapports exclusifs impliquant la domination d'un point de vue sur l'autre.

Une structure spatiale s'impose comme la structure dominante même si elle handicape un groupe dans ses possibilités alors qu'elle en renforce un autre.

III. CONCLUSION : LA MOBILISATION CULTURELLE

Le modèle culturel crée « la plausibilité » et permet un discours acceptable pour tout le monde d'une réappropriation de l'espace et des régimes d'échanges urbains favorables à une logique sociale déterminée et donc à certains groupes sociaux plutôt qu'à d'autres. Les images culturelles aboutissent à ce résultat en imposant des références d'évaluation, agissant à la fois sur l'identification et sur l'orientation de l'action. Ce problème ne sera qu'effleuré à partir de l'un ou l'autre exemple très bref.

1. *Types de contrôle social perçu comme contraignant*

L'impact sélectif de ces modèles culturels peut se découvrir, par exemple, dans l'analyse des sensibilités différentes par rapport à divers types de contrôles sociaux. Ainsi, pas mal de populations pourraient rejeter un contrôle écologique, contrôle venant d'un voisinage réagissant à des agirs que chacun veut organiser à sa guise. Ce même rejet ne porte pas sur d'autres formes de contrôle social. De ce fait le rejet d'un type de contrôle, en créant une illusion d'autonomie, permet de voiler l'acceptation d'autres formes... Cette valorisation de l'autonomie peut s'exprimer également à des références qui font rechercher pour l'exercice de diverses activités des espaces perçus comme idéologiquement neutres, auxquels on oppose des espaces perçus comme idéologiquement marqués. Dans le contexte belge, par exemple, des partis politiques et l'Église avaient organisé depuis le siècle dernier des équipements de loisirs (maison du peuple...). Ceux-ci ont perdu beaucoup de leur attrait en faveur d'espaces organisés commercialement où l'on suppose de pouvoir disposer d'une plus grande autonomie de réaction.

Dans le cadre de ces oppositions, les loisirs organisés commercialement peuvent être perçus davantage comme idéologiquement neutres, à l'inverse des loisirs dépendant des pouvoirs organisateurs religieux ou politiques. À cet égard, nous nous rappelons une expérience lors d'un séjour en Allemagne de l'Est. Assez spontanément, nous sentions là-bas le centre des villes comme lieu marqué par un groupement de bâtiments exprimant le pouvoir public, un peu à la manière dont le centre urbain traditionnel regroupait autour de la place centrale, le palais du gouverneur et la cathédrale. Cette présence pouvait nous paraître pesante en passant brusquement de Berlin-Est à Berlin-Ouest, nous n'avions pas le même sentiment par rapport à la tour « Europa Zentrum » dominée par l'étoile de Mercedes. Ainsi, ces bâtiments symboliquement marqués au centre-ville et appropriés par les corporations industrielles ne nous apparaissaient pas de la même façon que ceux appropriés par les pouvoirs politiques. Une telle réaction est indicative de l'« opérance » de modèles culturels.

2. *La communauté comme problématique dépassée*

Au niveau de la ville, la notion de communauté urbaine exprimée dans la porte symbolique du centre comme élément mobilisateur, disparaît peut-être peu à peu. Cette disparition du centre comme lieu marqué où les choses importantes se passent, chargé de souvenirs collectifs... n'est-il pas un autre élément exprimant une valorisation d'un pluralisme ? À cet égard, nous reprendrions volontiers certains éléments de Baudrillard dans *la Société de consommation* montrant combien une logique de différence a pris le pas sur une logique de communion. Cette priorité d'une logique de la différence se combine avec un modèle de compétition pour l'égalité. Celui-ci a pu prendre le pas progressivement sur un modèle de l'harmonie dans la hiérarchie. Le modèle d'harmonie dans la hiérarchie impliquait que chacun soit content de son état et ne cherche pas à envier ceux qui sont nés dans un autre état. Ainsi pouvaient coexister dans un même quartier des groupes sociaux différents qui entretiennent des relations interpersonnelles sans neutraliser la distance sociale. Cette situation aide à comprendre la situation dans les villes traditionnelles du Sud des États-Unis, où coexistaient les Blancs et les Noirs dans les mêmes quartiers. Il en va différemment si prédomine le modèle compétition pour l'égalité : chacun voulant disposer de ce que les autres ont, une coexistence dans un même quartier n'a plus les mêmes effets. Mais ce modèle culturel permet d'instaurer des règles à travers lesquelles un projet individuel d'avenir s'exprime à partir d'une trajectoire dans l'espace résidentiel. Les différents modèles viennent renforcer l'analyse antérieure, relative à l'instauration sociale de l'individu. Il en résulte une volonté d'autodétermination et de libre expression qui s'affirme, probablement au détriment d'une logique de participation. Ainsi se crée une tension entre une volonté d'être différent par l'accession à une créativité individuelle et une volonté de contrôle collectif qui impliquerait des formes de vie sociale probablement très différentes lorsqu'elles sont en homologie avec d'autres structures. Les planificateurs, le pouvoir politique lui-même, ont peu de possibilités de casser ces modèles culturels. Ceux-ci disposent d'une certaine autonomie de vie et de reproduction, même par rapport aux structures sociales qui les ont produits.

L'usage de l'automobile, par exemple, ne peut se comprendre comme le résultat d'un calcul comparant le coût monétaire de divers types de déplacement.

Son attrait exprime probablement la capacité de l'automobile de projeter dans l'espace un mode de vie où le privé est le lieu d'investissement affectif important. L'autonomie individuelle que confère l'automobile se combine avec la seconde résidence pour donner consistance et concrétisation à un imaginaire de l'auto-détermination par la libre expression. À travers de telles modalités, les développements d'espaces individualistes prennent tout leur sens.

3. Différence entre la réaction française et la réaction des États-Unis

L'existence des modèles culturels relativement répandus et en cohérence avec divers types de structure spatiale et de structure sociale, est compatible avec des différences s'expliquant par l'histoire des sociétés. À ce propos, nous voudrions opposer certains modèles français aux modèles des États-Unis. Est très révélatrice l'opposition entre un livre comme celui de Henri Lefebvre magnifiant le droit à la ville et un livre américain comme *The Intellectual versus the City*. Le livre français n'exprime-t-il pas par le fait que notamment, dans un milieu parisien, l'intellectuel est un grand utilisateur d'espace urbain ? Tandis que la vue pessimiste de l'intellectuel américain s'explique peut-être par l'expérience d'une ville mosaïque, ethnique, désorganisée par une croissance rapide. Dans cette opposition, il est important d'examiner la signification donnée au centre-ville. Notons tout d'abord qu'aux États-Unis l'équivalent du mot « centre-ville », est *downtown*. Cette différence linguistique peut déjà être révélatrice en elle-même.

Le centre aux États-Unis n'est-il pas marqué par le *Central Business District* ? Dans ce cas, il serait axé sur le fonctionnel, sur l'efficace, sur l'utilitaire. Dans le cadre européen, s'affirme une conception où le centre-ville est associé à la flânerie, à l'amusement, aux contacts sans calcul, à la gratuité, à la fête et même au carnaval.

À l'opposé, une certaine morale puritaine est arrivée probablement à une culpabilisation du loisir. Le développement de la *privacy* rejette de la rue tout ce qui est spontané. Cette dévalorisation de la rue peut trouver une bonne expression dans les grands hôtels américains qui combinent une multiplicité d'espaces de types divers semi-privés, semi-publics et dans lesquels on se rend volontiers pour diverses activités de loisirs et de détente même si on n'y loge pas. Cette association de loisirs à des espaces semi-publics s'oppose à une valorisation de la place publique et de la rue que l'on rencontre dans certains milieux européens où chacun peut être à la fois spectateur et acteur, producteur et consommateur.

* * *

Le modèle culturel est un modèle mobilisateur valorisant une orientation. Notre intention était d'aboutir à une mise en question du caractère évident de ces évaluations. Lorsque nous avons parlé des espaces perçus comme idéologiquement neutres nous voulions susciter des interrogations sur le caractère correct de cette perception. Pour ce faire il faudrait se demander si ces espaces, sur le plan des interactions fondamentales, ne sont pas les plus contraints, c'est-à-dire ceux à travers quoi s'assure le contrôle social permettant une stabilisation et une reproduction de la société urbaine telle qu'elle a été décrite dans la première partie.

En bref, la structure spatiale est un élément clé à travers lequel l'urbanisation prend corps dans la vie quotidienne. Dans une action conjointe avec d'autres facteurs, elle induit un régime d'échanges et un état des rapports de production. Ainsi la combinatoire spatiale comme élément d'un processus d'urbanisation de la ville, doit être analysée dans le cadre d'une théorie que la sociologie urbaine se doit d'élaborer. Dans la combinatoire que nous avons essayé d'analyser, l'intérêt de l'analyse dérive d'une impossibilité d'établir une identité entre les espaces physiques concrets et une communauté avec ses aspects polyfonctionnels de structure sociale relativement close et ses modèles culturels axés sur l'harmonie dans la hiérarchie. C'est au contraire, à partir d'autres critères de combinaison que les structures spatiales nous sont apparues liées d'une part à une diversification et à une intensification du régime des échanges, d'autre part à des effets particuliers de structure sociale. Il en résulte une ambiguïté du phénomène provoqué sur le plan de la perception sociale par les schèmes culturels légitimateurs. Ceux-ci sont eux-mêmes ambigus, car à côté de l'effet de voilement, ils sont capables d'un effet de mobilisation, orientant la pratique dans la vie quotidienne.

RÉSUMÉ

L'urbanisation est analysée comme un processus à distinguer du couple ville-campagne, supposant deux réalités physiques sinon deux entités sociales différentes. Ce processus est associé à une transformation du régime d'échanges. Ce terme est pris, non dans un sens économique strict, mais plutôt à la manière dont Mauss en parlait dans son essai sur le don. Il s'agit de déterminer comment, dans le processus d'urbanisation, les rapports sociaux s'articulent à travers un rapport à l'espace. L'urbanisation est d'abord examinée comme un processus d'intensification et de diversification du régime des échanges : liens superficiels, espaces intermédiaires et indétermination des échanges, temps et espace propres à faible visibilité externe, multiplication des conflits sans désorganiser le système. À partir de là, on examine comment les facilités de communiquer ont une incidence sur les structures spatiales traditionnelles. Cela aboutit à une analyse de la liaison entre la structure urbaine et la structure sociale. À ce moment, on se demande comment une valorisation d'une conception de classe moyenne crée une ambiguïté dans la perception de la position sociale et a des effets de sens opposé d'après les groupes sociaux. Ainsi est remise en question une certaine image de l'homme urbain moyen auquel l'urbanisation profiterait, quoique avec des intensités variables, d'après le niveau du revenu, le niveau d'instruction et d'autres facteurs.

ABSTRACT

[*Urbanization of the City and Production of a System of Exchanges*] Urbanization is analyzed as a process which should be distinguished from the city-country continuum supposing two physical realities and two different social entities. This process is associated with a change in the system of exchanges. This term is taken, not in a strictly economic sense, but rather in the way in which Mauss spoke of it in his essay on the gift. The problem is to determine how, in the process of urbanization, social relationships become articulated through space. Urbanization is first examined as a process of intensification and of diversification of the system of exchanges : superficial ties, intermediate and indeterminate exchanges, time and space proper to little external visibility, multiplication of conflicts without disorganizing the system. From these, the author examines how communication facilities influence traditional spatial structures. This leads to an analysis of the link between the structure of the city and the social structure. Here, he asks in what sense the value placed upon a conception of the middle class creates an ambiguity in the perception of social position and has opposite effects according to the social group. Thus a certain image of the average urban man profiting from

urbanization is placed in question. He will profit from it in different degrees according to the level of income, the level of education and other factors.

RESUMEN

[*Urbanización de la ciudad y producción de un régimen de intercambios*] La urbanización es analizada como un proceso a distinguir de la pareja ciudad-campo, suponiendo dos realidades físicas, si no, dos entidades sociales diferentes. Este proceso es asociado a una transformación del régimen de intercambios. Ese termino no es tomado en un sentido puramente económico sino a la manera como Mauss lo definía en su ensayo sobre el don. Se trata de determinar como en el proceso de urbanización, las relaciones sociales se articulan atravez de una relación al espacio. La urbanización es primeramente examinada como un proceso de intensificación y de diversificación del régimen de intercambios : lienes superficiales, espacios intermediarios, y indeterminación de los intercambios, tiempo y espacio propios con poca visibilidad externa, multiplicación de conflictos sin desorganizar el sistema. Despues de haber acabado, se examina como las facilidades de comunicación tienen una incidencia sobre las estructuras del espacio tradicional. Esto nos lleva a un análisis de la unión entre la estructura urbana y la estructura social. A este momento nos preguntamos como una valorización de una concepción de la clase media crea una ambigüedad en la persepción de la posición social y tiene efectos en sentido contrario a los efectos opuestos segun los grupos sociales. Así es puesta en discusión una cierta imágen del hombre urbano medio, a quién la urbanización le sera provechosa, aunque con diferente intensidad según su nivel de vida, su nivel de instrucción y de otros factores.